

MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA SECURITE ET DES HANDICAPES

DECRET n° 2005-199 du 9 juin 2005 portant mensualisation du paiement des prestations de la branche retraite du régime géré par l'institution de Prévoyance sociale dénommée Caisse Nationale de Prévoyance sociale (IPSCNPS).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de la Solidarité, de la Sécurité sociale et des Handicapés ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 68-595 du 20 décembre 1968 portant Code de Prévoyance sociale telle que modifiée par la loi n° 99-477 du 2 août 1999 et l'ordonnance n° 2000-284 du 12 juillet 2000 ;

Vu la loi n° 95-15 du 12 janvier 1995 portant Code du Travail ;

Vu la loi n° 99-476 du 2 août 1999 portant définition et organisation des institutions de Prévoyance sociale ;

Vu la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 portant définition et organisation des sociétés d'Etat ;

Vu le décret n° 2000-487 du 12 juillet 2000 portant création de l'Institution de Prévoyance sociale dénommée Caisse nationale de Prévoyance sociale (IPSCNPS) ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié et complété par les décrets n° 2003-346 du 12 septembre 2003, et n° 2003-349 du 12 septembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale, tel que modifié par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2004-90 du 22 janvier 2004 entérinant la composition du Conseil d'Administration de l'Institution de Prévoyance sociale dénommée Caisse Nationale de Prévoyance sociale (IPSCNPS) ;

Vu les délibérations du Conseil d'Administration de l'IPSCNPS en date du 29 décembre 2000 ;

Vu l'avis conforme du Conseil d'Administration de l'IPSCNPS en date du 23 mars 2004 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. – Sont mensuelles et payables à terme échu :

– Les pensions de retraite en faveur des anciens travailleurs sociaux ;

– Les pensions de conjoint survivant ;

– Les pensions d'orphelin ;

– Les allocations de solidarité ;

– Les pensions d'invalidité.

Art. 2. – Les modalités d'application de l'article premier ci-dessus sont fixées par arrêté du ministre en charge de la Sécurité sociale.

Art. 3. – Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

Art. 4. – Le ministre de la Solidarité, de la Sécurité sociale et des Handicapés est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 9 juin 2005.

Laurent GBAGBO.

MINISTERE DE LA PRODUCTION ANIMALE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

DECRET n° 2006-193 du 28 juin 2006 portant nomination de l'inspecteur général du ministère.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de la Production animale et des Ressources halieutiques ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 63-163 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois, tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 93-608 du 2 juillet 1993 portant classification des grades et emplois dans l'administration de l'Etat et dans les Etablissements publics nationaux ;

Vu le décret n° 93-609 du 2 juillet 1993 portant modalités particulières d'application du statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 2005-800 du 28 décembre 2005 portant nomination des membres du Gouvernement de transition ;

Vu le décret n° 2006-03 du 25 janvier 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-35 du 8 mars 2006 portant organisation du ministère de la Production animale et des Ressources halieutiques ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. – M. ABO Soh Jules, mle 105 491-R, vétérinaire, est nommé inspecteur général du ministère de la Production animale et des Ressources halieutiques.

Art. 2. – L'intéressé aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3. – Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prend effet à compter de sa date de signature.

Art. 4. – Le ministre de la Production animale et des Ressources halieutiques, le ministre de la Fonction publique, de l'Emploi et de la Réforme administrative et le ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 28 juin 2006.

Laurent GBAGBO.